

« Le Tiers et le Contrat »

Introduction :

En France, le contrat est défini par l'article 1101 du Code civil français : « Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent, envers une ou plusieurs autres à donner, à faire ou ne pas faire quelque chose »

Un contrat se définit comme une convention formelle ou informelle, passée entre deux parties, ayant pour objet l'établissement d'obligations à la charge ou au bénéfice de chacune de ces parties.

Le contrat est une des institutions les plus anciennes du droit : le Code d'Hammourabi (environ 1730 avant J-C.) en fait déjà état. Mais c'est avec le droit romain qu'il fait l'objet d'une véritable théorisation.

Le contrat est un acte juridique de droit privé, de la famille des obligations, et de la catégorie des conventions. Par exception, il existe des contrats de droit public dits contrats administratifs.

Si on peut simplifier, les tiers sont toutes les personnes qui ne sont pas partie contractantes. En réalité, il y a plusieurs catégories de tiers et selon la catégorie, il y a les tiers plus ou moins proches des cocontractants.

Les parties au contrat, personnes physiques ou personnes morales, doivent avoir la capacité pour s'engager. Une fois le contrat régulièrement conclu, il lie les parties au contrat en vertu du principe traditionnel « pacta sunt servanda ». La conséquence est qu'en cas d'inexécution d'une obligation par le cocontractant débiteur, la partie créancière pourra se prévaloir du contrat pour demander réparation en justice. On dit que le contrat est opposable entre les parties.

A contrario, toutes les autres personnes sont considérées comme des tiers au contrat, et ne peuvent en aucun cas être liées par le contrat. C'est ce qu'on appelle l'effet relatif des contrats. Par exception, il arrive que des tiers puissent se prévaloir d'une obligation à leur bénéfice, dans le cas de la stipulation pour autrui, et saisir le juge en cas d'inexécution.

En effet, du point de vue du tiers stipulé au contrat, cette stipulation s'apparente à un acte unilatéral en sa faveur. Ainsi, si le contrat est inopposable aux tiers, les tiers peuvent parfois l'opposer aux parties au contrat.

L'enjeu de la définition du terme « tiers », en matière contractuelle, est de taille, puisqu'il permet de déterminer les relations entre le contrat, les cocontractants et les personnes étrangères à cette convention.

Deux récents arrêts rendus par la Cour de cassation semblent attribuer au tiers une place de choix dans le domaine contractuel aussi paradoxal que cela puisse paraître puisque le principe de l'effet relatif est un principe prépondérant du Droit des obligations.

Chambre mixte du 26 mai 2006, le bénéficiaire d'un pacte de préférence peut être substitué au tiers acquéreur dès lors qu'il est rapporté la preuve de la connaissance par le tiers de l'existence du pacte de préférence ainsi que de l'intention du bénéficiaire d'acquérir le bien.

Assemblée plénière du 6 octobre 2006, un tiers peut engager la responsabilité délictuelle d'une partie à un contrat dès lors que le manquement à l'obligation contractuelle lui a causé un préjudice

Le tiers peut être sanctionné "indirectement" pour avoir pris la place d'un cocontractant et d'autre part, il peut obtenir la condamnation pour une faute contractuelle qui lui aurait causé un préjudice, sur le terrain délictuel. Il apparaît à la lecture de ces arrêts que les notions de tiers et de contrat ne soient pas inconciliables.

Le tiers à un contrat peut invoquer, sur le fondement de la responsabilité délictuelle, un manquement contractuel dès lors que ce manquement lui a causé un dommage.

Qu'entend t-on par « tiers » au contrat ? Pourquoi des personnes étrangères au contrat pourraient-elles se voir obliger par celui-ci ou au contraire acquérir des droits en vertu de celui-ci ?

Le tiers est, en principe, exclu des effets du contrat (I), en revanche il est possible pour lui de devenir partie à un contrat auquel il n'avait pas consenti lors de la conclusion (II).

I) L'exclusion de principe du tiers

Si l'article 1165 du Code Civil exclut très nettement le tiers de la relation contractuelle, par le biais de la théorie de l'effet relatif, l'apparition de la notion d'opposabilité du contrat a permis de relativiser cette exclusion.

A) L'absence d'effets du contrat vis-à-vis des tiers : la théorie de l'effet relatif

Les personnes sur lesquelles le contrat produit ses effets sont déterminées par le principe de l'effet relatif des contrats. Le contrat ne concerne que les parties, c'est ce qui résulte de l'article 1134 alinéa 1 et surtout de l'article 1165.

Il existe des règles analogues dans tous les systèmes juridiques, ainsi en Grande Bretagne le droit anglais a instauré le même principe sous l'appellation « *privaty of contracts* », l'idée étant la même à savoir qu'un contrat ne peut ouvrir d'action contre ou au profit d'une tierce personne et surtout il n'a aucun effet sur cette personne.

La théorie de l'effet relatif du contrat, consacrée par les articles 1134 et 1165 du Code civil qui énonce que « les conventions n'ont d'effets qu'entre les parties contractantes, elles ne nuisent point aux tiers et elles ne lui profitent que dans le cas prévu par l'article 1121 ».

C'est un principe à priori très général, puisque le texte ne prévoit qu'une seule dérogation, l'article 1121. Le texte pourrait paraître simple, ce texte est en réalité l'un des plus controversé du droit des contrats.

En effet, l'adage « *pacta sunt servanda* » limitait déjà les effets de la relation contractuelle aux personnes ayant donné leur consentement.

Cette théorie permet donc de protéger le tiers, en premier lieu, puisqu'il sauvegarde le principe de liberté contractuelle et le respect de la nécessité du consentement.

Si cette approche est aujourd'hui souvent oubliée, au profit de la protection des parties vis-à-vis des tiers, elle n'en demeure pas moins capitale, comment justifier, en effet, qu'un contrat entre deux personnes puisse en lier une troisième sans son accord ?

Sont donc ainsi rappelés le droit pour toute personne de refuser de contracter et la nécessité d'un consentement libre.

La portée principale de l'article 1165 résulte actuellement dans la protection des parties. Ainsi la lecture conjointe de cet article et de l'article 1134 permet-elle d'interdire à toute personne étrangère au contrat de s'immiscer dans celui-ci.

Cette interdiction semble absolue, dans la mesure où même le juge ne peut pas modifier la convention, notamment en matière d'imprévision (Civ. 6 mars 1879, Canal de Craponne).

B) Une exclusion relative, la notion d'opposabilité

La théorie de l'opposabilité du contrat est apparue dans les années 1940 et a permis de relativiser l'absence d'effets du contrat vis-à-vis des tiers. En effet, si aucun effet contractuel n'est en principe envisageable, tant dans l'intérêt des parties que des tiers, la convention peut produire des effets en tant que fait juridique.

L'inopposabilité permet d'écarter la justification d'un acte contractuellement prévu pour justifier l'indemnisation d'un tiers.

Le contrat peut ainsi être opposé aux tiers par les parties, notamment pour que ceux-ci respectent la convention et ne lui nuisent pas.

Ainsi peut-on considérer, en matière de vice du consentement, que la responsabilité délictuelle du « tiers complice » découle de cette approche de l'opposabilité.

La possibilité d'opposer le contrat aux tiers peut cependant recevoir exception.

Ainsi les créanciers peuvent-ils s'appuyer de l'inopposabilité à leur égard d'un contrat passé en fraude de leur droit (article 1167 du Code Civil) ou d'une simulation (article 1321 du Code Civil).

Enfin, la jurisprudence a pu reconnaître, toujours sur le fondement de l'article 1165 du Code Civil, la possibilité pour les tiers d'opposer le contrat aux parties.

Cela s'est tout d'abord limité à permettre d'user du contrat comme source d'information (Civ. 1^{ère}, 24 janvier 1967), avant de permettre la sanction d'un préjudice dû au contrat (Amiens, 2 novembre 1976).

Désormais, la jurisprudence admet même une identité entre faute contractuelle et délictuelle permettant ainsi d'opposer aux parties leur inexécution pour justifier d'un préjudice (Civ. 1^{ère}, 15 décembre 1998).

D'une manière générale le contrat reste donc sans effets à l'égard des tiers, il leur est donc inopposable,

Alors que la portée de l'article 1165 du Code Civil doit être relativisée, étant donné que la relation contractuelle n'est pas dépourvue de tout effet envers le tiers, on peut constater l'existence de vraies exceptions à ce texte, faisant d'un tiers une partie au contrat.

II) Le tiers devenu partie au contrat

Si l'on peut constater l'existence de contrats produisant des effets directs envers des personnes n'ayant pas consenti lors de leur conclusion, la possibilité offerte par certains mécanismes de substituer à une partie un tiers après la conclusion constitue également une exception à l'effet relatif.

A) La substitution d'un tiers à une partie

Il ressort de l'article 112 du Code civil une assimilation des héritiers et ayants cause aux parties au contrat. Cette assimilation, résonne comme une exception à l'article 1165 qui dispose que « les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes, elles ne nuisent point au tiers, et elles ne lui profitent que dans le cas prévu par l'article 1121 », puisque, vu la rédaction de l'article 1122 (« On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayants cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention »), les héritiers et ayants cause sont liés par un contrat auquel ils n'ont pas consenti.

Il en va de même dans le cadre de l'action oblique puisque l'article 116 se borne, finalement, à autoriser le créancier à représenter son débiteur.

Les cas des cessions de créance et de contrat et de la subrogation font également exception à l'article 1165.

En effet, ces trois opérations permettent à une partie de se substituer un tiers pendant l'exécution du contrat. Si le caractère exceptionnel de la cession de contrat doit être nuancé, étant donné la nécessité du consentement de céder à l'opération, il n'en va pas de même des autres mécanismes qui se bornent à exiger l'information de « cédé ».

En revanche, la novation par changement de créancier ou de débiteur ne peut être regardée comme une exception à l'article 1165 puisqu'elle suppose la formation d'une nouvelle obligation, et donc un consentement du « tiers remplaçant ».

B) Des contrats pouvant produire des effets vis-à-vis des tiers

L'article 1165 réserve expressément le cas de la stipulation pour autrui. En effet, ce mécanisme, prévu par l'article 1121, produit des effets envers un bénéficiaire ne consentant pas au contrat.

Un retour au principe de la nécessité du consentement pour être lié par une convention doit cependant s'opérer dans le cas de la stipulation transférant une obligation à la charge du bénéficiaire

La jurisprudence exige dans ce cas une acceptation de l'intéressé (Civ. 1^{ère}, 8 décembre 1987), laquelle peut juridiquement s'analyser comme un consentement à un contrat.

Le mécanisme de l'action directe, renforcé par l'apparition des chaînes et groupes de contrat, ouvre également des droits à un tiers au contrat.

Cette exception à l'article 1165, parfois totalement légale, se fonde, sur la notion d'ensemble contractuel et la théorie de l'accessoire.

En application de cette idée d'ensemble contractuel, l'on pourrait contester la qualité de tiers du fait d'une extension de celle de partie, ou invoquer la distinction entre tiers et pénitus extradé qui sont ceux qui n'ont aucun rapport juridique contractuel avec aucun des contractants. Le contrat ne les atteint pas, mais dès lors qu'on a connaissance du contrat, la situation est inopposable.

Si Y vend à X, X doit être considéré par les pénitus extranéï comme le nouveau propriétaire.

Enfin, le contrant de porte-fort de l'article 1120 est traditionnellement considéré comme faisant exception au principe de l'effet relatif. Si cette convention a bel et bien pour effet de faire d'un tiers une partie au contrat, il résulte de ce texte la nécessité du consentement de l'intéressé. Cette exception n'est donc qu'apparente puisque le tiers s'engage volontairement et que le porte-fort ne s'engage pas, en théorie, à ce qu'il exécute l'obligation mais à obtenir son consentement.